

Il est donc nécessaire, tout en tenant compte du nouveau capital venant au Canada sous la forme d'importations, de trouver annuellement un marché pour \$140,000,000 d'exportations excédant des importations afin de faire face aux taux d'intérêt seulement. Il y a certaines considérations qui modifient mais qui n'altèrent pas substantiellement cet allégué. Si nos exportations ne suffisent pas à cette fin, cela signifie simplement qu'en ce qui regarde ce déficit, nous vivons sur un capital emprunté ou sur des arrérages d'intérêts.

Les commissaires indiquent quelques remèdes à cet état de choses. Ils recommandent, par exemple, de meilleurs avantages dans les transactions de banque, l'étude des questions relatives aux tarifs et aux transports étrangers, l'enseignement professionnel, une connaissance plus grande des langues modernes et de ce qu'on peut à bon droit appeler la science de l'économie du commerce étranger.

Un mot en passant au sujet des langues modernes. Mon honorable ami le député de Vancouver a parlé des avantages qu'offriraient de meilleures conditions de notre commerce avec la Russie, ce grand pays qui est aujourd'hui, l'allié de la Grande-Bretagne et de la France. Puis-je dire à mon honorable ami—et ceci est peut-être un plaidoyer en faveur du bilinguisme—que si un Anglo-Canadien qui ne connaît pas la langue et les dialectes russes—car il y a beaucoup de Russes dans la grande Russie—doit nous représenter et s'y forcer d'établir des relations commerciales avec ces pays, il éprouvera des difficultés, il n'en aura pas, s'il connaît la langue française, parce que la seule langue étrangère parlée couramment dans les grands centres de la Russie est la langue française. Je dis cela en passant, afin que mes honorables amis, dans cette Chambre, puissent comprendre combien il est important de connaître assez à fond plus d'une langue.

A propos du rapport très au point de la commission d'Ontario, qui en est venue à la conclusion que, dans le but de donner du travail aux ouvriers sans emploi et de faire face à l'état de choses qui se produira après la guerre, nous devrions développer notre commerce avec les pays étrangers, je puis dire qu'en Grande-Bretagne, cette question a été tout récemment très en évidence. Pas plus tard qu'au mois de janvier dernier, M. Hewins a présenté une motion à la chambre des communes anglaises et la même question qui a été si habilement présentée à la Chambre, cet après-midi, par le ministre de l'Industrie et du Commerce, a été débattue dans la chambre des communes anglaise. M. Hewins a proposé :

[L'hon. M. Lemieux.]

Que dans le but d'augmenter la puissance des Alliés dans les opérations de la guerre, le gouvernement de Sa Majesté devrait consulter immédiatement les gouvernements des colonies autonomes afin, avec leur aide, d'unir toute la force économique de l'empire dans une coopération avec nos Alliés dans une politique dirigée contre l'ennemi.

J'appellerai sur ce débat l'attention de ceux qui siègent ici, avec moi, et qui portent un intérêt spécial aux questions qui se rapportent au commerce, parce que, dans ces discours, surtout dans ceux prononcés par MM. Hewins, Chaplin, Fell et Runciman, on trouvera les faits les plus intéressants.

Pour l'instant, je désire, monsieur l'Orateur, dire quelques mots des éventualités de commerce entre le Canada et la France, l'une des grandes nations alliées. Les raisons qui me portent à limiter mes observations au commerce franco-canadien sautent aux yeux. Avant tout, ainsi que je l'ai dit, la France est la grande alliée de l'Angleterre. Un ouragan de gloire s'est abattu sur la France. Elle a combattu l'ennemi depuis le commencement de la guerre d'une façon qui par son héroïsme et son courage indomptable soulève l'admiration universelle. En outre, nous devons nous rappeler qu'un tiers de la population du Dominion est de descendance française. Nous avons conclu avec la France deux traités dont l'un a été négocié, il y a quelques années par feu le regretté sir Charles Tupper et dont l'autre a été arrêté, il y a quelques années à peine, par M. Fielding, alors remplissait la fonction de ministre des Finances. Nous avons avec ce pays un service maritime que, je crois, on pourrait améliorer. J'espère que lorsque la guerre sera terminée et que l'on construira de nouveaux navires, mon honorable ami exigera de la compagnie Allan un service meilleur et plus moderne entre Montréal, Québec, Halifax et Saint-Jean et le Havre. Monsieur l'Orateur, la France désire ardemment commencer, avec nous; la France est prête à acheter de nous. Si l'on parcourt les derniers états publiés par le département de l'Industrie et du Commerce, on comprendra parfaitement dans quelle mesure surprenante notre commerce avec ce pays a augmenté.

En 1896, le commerce total, importations et exportations, entre la France et le Canada, a représenté une valeur de \$3,364,313; en 1915, le total des importations et des exportations a atteint, en valeur, le chiffre de \$22,847,315. C'est un progrès merveilleux, il démontre combien la France désire commercer avec nous. Je sais que l'on dira que ces états de choses sont le résultat de la guerre et que